

**DÉLIBÉRATION N° 2.04
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 21 JUIN 2023
RÉGULIÈREMENT CONVOQUÉ LE 12 JUIN 2023
AU PALAIS DES CONGRÈS DE MONTÉLIMAR
SOUS LA PRÉSIDENTE DE M. JULIEN CORNILLET**

L'an deux mille vingt-trois, le 21 juin à 19 h 00, le Conseil Communautaire s'est réuni au Palais des Congrès de Montélimar, sous la présidence de Monsieur Julien CORNILLET.

PRÉSENTS : M. Hervé ANDEOL, Mme Valérie ARNAVON, Mme Anne BELLE, M. Karim BENSID-AHMED, M. Pascal BEYNET, Mme Patricia BRUNEL-MAILLET, M. Daniel BUONOMO, Mme Régina CAMPELLO, Mme Françoise CAPMAL, M. Fermin CARRERA, M. Jean-Bernard CHARPENEL, M. Daniel COIRON, M. Yves COURBIS, M. Allain DORLHIAC, Mme Josiane DUMAS, M. Julien DUVOID, Mme Christel FALCONE, Mme Marielle FIGUET, Mme Cécile GILLET, M. Jacky GOUTIN, M. Jean-Michel GUALLAR, M. Hervé ICARD, M. Vanco JOVEVSKI, Mme Bernadette PORTE, M. Jean-Pierre LAVAL, M. Yves LEVEQUE, M. Philippe LHOTTELLIER, M. Cyril MANIN, Mme Catherine MATSAERT, Mme Emeline MEHUKAJ, Mme Fabienne MENOVAR, Mme Florence MERLET, M. Karim OUMEDDOUR, M. Eric PHELIPPEAU, Mme Marie-Pierre PIALLAT (à partir de la délibération n° 2.12), M. Dorian PLUMEL, M. Jacques ROCCI, M. Christophe ROISSAC, Mme Ghislaine SAVIN, M. Michel THIVOLLE, Mme Sylvie VERCHERE, Mme Catherine VIALE, M. Jean-Luc ZANON

POUVOIRS : M. Bruno ALMORIC (pouvoir à Mme Catherine VIALE), Mme Sandra CEYTE (pouvoir à Mme Bernadette PORTE), M. Laurent CHAUVEAU (pouvoir à M. Jean-Michel GUALLAR), M. Julien DECORTE (pouvoir à M. Dorian PLUMEL), M. Jean-Frédéric FABERT (pouvoir à M. Fermin CARRERA), M. Chérif HEROUM (pouvoir à M. Jacques ROCCI), M. Laurent LANFRAY (pouvoir à Mme Patricia BRUNEL-MAILLET), Mme Marie-Christine MAGNANON (pouvoir à Mme Ghislaine SAVIN), Mme Sandrine MAGNETTE (pouvoir à Mme Fabienne MENOVAR), Mme Sandrine MOURIER (pouvoir à M. Jean-Luc ZANON), Mme Chloé PALAYRET-CARILLION (pouvoir à Mme Sylvie VERCHERE), Mme Françoise QUENARDEL (pouvoir à M. Julien DUVOID), Mme Vanessa VIAU (pouvoir à M. Cyril MANIN), Mme Demet YEDILI (pouvoir à Mme Emeline MEHUKAJ), Mme Maryline ROISSAC (pouvoir à Mme Marielle FIGUET)

EXCUSÉS : M. Yannick ALBRAND, M. Damien LAGIER (représentée par sa suppléante Mme Bernadette PORTE)

ABSENT : M. Norbert GRAVES

Secrétaire de séance : Mme Emeline MEHUKAJ

2.04 _ RÉGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJÉTIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (RIFSEEP) MISE À JOUR DE L'INDEMNITÉ DE FONCTIONS, DE SUJÉTIONS ET D'EXPERTISE (IFSE) ET DU COMPLÉMENT INDEMNITAIRE ANNUEL (CIA)

Mme Valérie ARNAVON, Vice-présidente, Rapporteur, expose à l'assemblée :

Par délibérations n° 1.12 en date du 18 décembre 2017 et n° 2.25 en date du 16 décembre 2020, le Conseil communautaire a adopté, conformément au principe de parité tel que prévu par l'article 88 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, l'instauration d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) en lieu et place du régime existant.

Ce régime indemnitaire se compose d'une part obligatoire, l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) liée aux fonctions exercées par l'agent et d'une part facultative, le complément indemnitaire annuel (CIA) lié à la manière de servir de l'agent.

Il est aujourd'hui proposé à l'assemblée délibérante de recadrer et harmoniser le cadre général et le contenu de ce régime indemnitaire pour chaque agent, en compte les échanges avec l'ensemble des organisations syndicales.

Le Conseil communautaire, à l'unanimité, DÉCIDE :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-1 et L.5211-9,

Vu le code général de la fonction publique notamment ses articles L.712-1 et -2, L.714-1, L.714-4 et suivants,

Vu le décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'État et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés,

Vu le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la Fonction Publique de l'État,

Vu le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

Vu les délibérations du Conseil communautaire en date des 18 décembre 2017 et 16 décembre 2020,

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 12 mai 2023 relatif à la mise en place des critères professionnels liés aux fonctions et à la prise en compte de l'expérience professionnelle en vue de l'application du RIFSEEP aux agents de la communauté d'agglomération Montélimar-Agglomération,

Considérant qu'il y a lieu d'appliquer le Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP),

Après avoir entendu l'exposé précédent,

Après en avoir délibéré,

D'ADOPTER les dispositions suivantes :

ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES À L'ENSEMBLE DES FILIÈRES

LES BÉNÉFICIAIRES

Le RIFSEEP (IFSE et CIA) est attribué :

- Aux agents titulaires, stagiaires et contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel (au prorata de leur temps de travail)

MODALITÉS D'ATTRIBUTION INDIVIDUELLE

Le montant individuel attribué au titre de l'IFSE, et le cas échéant au titre du CIA, est librement défini par l'autorité territoriale, par voie d'arrêté individuel, notifié à l'agent, dans la limite des conditions prévues par la présente délibération.

CONDITIONS DE CUMUL

Le régime indemnitaire mis en place par la présente délibération est par principe exclusif de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir. Il est cependant cumulable avec :

- l'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées,
- les dispositifs d'intéressement collectif,
- les indemnités différentielles complétant le traitement indiciaire et la GIPA,
- les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes, ...),

- la prime de responsabilité versée aux agents détachés sur emploi fonctionnel,
- l'indemnité forfaitaire complémentaire pour la participation aux consultations électorales (IFCE).

ARTICLE 2 - MISE EN ŒUVRE DE L'IFSE : DÉTERMINATION DES GROUPES DE FONCTIONS ET DES MONTANTS MAXIMA

Il est instauré au profit des cadres d'emplois, visés dans la présente délibération, **une indemnité de fonctions, de sujétion et d'expertise (IFSE)** ayant vocation à valoriser l'ensemble du parcours professionnel des agents.

Cette indemnité repose sur la formalisation de critères professionnels liés aux fonctions exercées d'une part, et sur la prise en compte de l'expérience accumulée d'autre part.

Elle repose ainsi sur une notion de groupe de fonctions dont le nombre sera défini pour chaque cadre d'emplois.

Les critères professionnels sont appréciés selon les bornes suivantes :

- **Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception ;**
- **Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions ;**
- **Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.**

Pour chacun des 3 critères, les postes de tous les agents sont analysés afin de déterminer pour chacun d'eux, le niveau global de présence des critères dans le poste.

Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception	Critères d'évaluation	Définition du critère
	Niveau hiérarchique	Niveau du poste dans l'organigramme.
	Nombre de collaborateurs (encadrés directement)	Agents directement sous sa responsabilité
	Nombre de collaborateurs (encadrés indirectement)	Responsabilité générale du service / d'une direction
	Nature des missions	Niveau de responsabilités lié aux missions (humaine, financière, juridique, politique...)
Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions	Critères d'évaluation	Définition du critère
	Technicité/niveau de difficulté	Niveau de technicité du poste
	Diplôme	Niveau de diplôme attendu sur le poste, et non pas niveau de diplôme détenu par l'agent occupant le poste

	Habilitation/certification	certification ? (ex : permis CACES, habilitation électrique, habilitation HACCP, certification qualité, autorisation de conduite, ...)
	Engagement de la responsabilité financière	Critère variant de la construction budgétaire à la responsabilité d'exécution
	Connaissance requise	Niveau attendu sur le poste
	Actualisation des connaissances	Niveau de nécessité de maintenir les connaissances à jour (ex : pour un juriste marchés publics, indispensable vu les évolutions régulières de la réglementation)
	Rareté de l'expertise	Il s'agit ici de la valorisation des métiers pour lesquels peu de candidats existent sur le marché de l'emploi

Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel	Critères d'évaluation	Définition du critère
	Impact sur l'image de la collectivité	Impact du poste sur l'image de la collectivité (ex : un poste en contact direct avec le public a potentiellement un impact immédiat car visible)
	Relations avec usagers	Contact direct avec le public et exposition aux risques encourus
	Conseil aux élus	Apporter son expertise aux élus dans la rédaction et mise en œuvre d'un projet afin de développer les politiques publiques et d'alerter les élus sur les risques techniques et juridiques
	Ambiances de travail particulières	Intempéries, froid, chaud, fumée, poussière, bruit, vibrations, risque chimique ou biologique...

	Risque de blessure	Ris ou intolérable
	Cycle de travail irrégulier	Impact sur la vie personnelle (travail week-end, emploi du temps fluctuant)
	Echéances Impératives	Missions nécessitant une organisation particulière et pouvant mettre la collectivité en défaut si elles ne sont pas exécutées (ex : paie des agents)
	Itinérance/déplacements	L'agent est amené à se déplacer quotidiennement d'un lieu à un autre pour pouvoir exercer sa fonction.
	Sujétions horaires dans la mesure où ce n'est pas valorisé par une autre prime	Travail le week-end/dimanche et jours fériés/la nuit
	Adjoint, Responsable Adjoint, Responsable par intérim	Remplacement du supérieur hiérarchique à responsabilités équivalentes
	Supervision, accompagnement, tutorat	Accompagner et évaluer l'acquisition et le développement des compétences d'une personne (stage...)

ARTICLE 3 - MISE EN ŒUVRE DU CIA : DÉTERMINATION DES MONTANTS MAXIMA DU CIA PAR GROUPES DE FONCTIONS

Il est instauré au profit des agents un complément indemnitaire annuel (CIA) tenant compte de l'engagement et de la manière de servir. Les critères pris en compte afin d'apprécier l'engagement professionnel et la manière sont les suivants :

- L'investissement
- La capacité à travailler en équipe (contribution au collectif de travail)
- La connaissance de son domaine d'intervention
- Sa capacité à s'adapter aux exigences du poste
- L'implication dans les projets du service, la réalisation d'objectifs...
- Et plus généralement le sens du service public

Ces critères sont appréciés en lien avec l'entretien d'évaluation professionnelle de l'année N-1 ou de tous autres documents d'évaluation spécifique.

Le versement de ce complément indemnitaire est laissé à l'appréciation de l'autorité territoriale et fait l'objet d'un arrêté individuel notifié à l'agent.

CONDITIONS DE VERSEMENT DE L'IFSE

L'IFSE fait l'objet d'un versement mensuel. Son montant est proratisé en fonction du temps de travail.

CONDITIONS DE VERSEMENT DU CIA

Le **CIA** fait l'objet d'un versement annuel.

Ce complément n'est pas obligatoirement reconductible d'une année sur l'autre.

Le montant est proratisé en fonction du temps de travail.

CONDITIONS DE RÉEXAMEN DE L'IFSE

Le montant annuel de l'**IFSE** versé aux agents fera l'objet d'un réexamen :

- En cas de changement de fonctions (changement de groupe de fonctions avec davantage d'encadrement, de technicité ou de sujétions, ou mobilité vers un poste relevant du même groupe de fonctions) ;
- A minima, tous les 4 ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience professionnelle acquise par l'agent ;
- En cas de changement de cadre d'emploi suite à une promotion, ou la réussite à un concours ;
- En cas d'évolution suite à la mise en œuvre de mécanismes correcteurs au vu de l'attribution d'une IFSE supérieure ou inférieure au régime indemnitaire antérieurement détenu, et dans la limite du maintien du traitement net de l'agent.

Les montants maxima évoluent selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'Etat

CONDITIONS D'ATTRIBUTION DE L'IFSE

Chaque part de l'IFSE correspond à un montant maximum fixé dans la limite des plafonds déterminés ci-dessous et applicables aux fonctionnaires de l'Etat. Les agents logés par nécessité absolue de service bénéficient de montants maximum spécifiques.

Il est précisé qu'il n'est pas fait mention de montant mini ou de montant maxi. Les montants réglementaires fixés pour la fonction publique de l'Etat seront considérés comme la borne maximum du nouveau régime indemnitaire.

MODULATION DE L'IFSE DU FAIT DES ABSENCES

L'IFSE est maintenue pendant les congés annuels et durant les congés maternité, paternité ou adoption, ainsi que pendant toutes les absences autorisées au sein de la collectivité (événements familiaux, ...). Ce montant est lié à la quotité de traitement lors des congés de maladie ordinaire, congé pour accident de service ou maladie professionnelle.

En cas de congé de longue maladie, de grave maladie ou de longue durée, l'IFSE est suspendue. Toutefois lorsqu'un congé de maladie ordinaire est requalifié en congé de ce type, les montants déjà versés demeurent acquis à l'agent.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION DU CIA

Le CIA pourra être attribué aux agents relevant des cadres d'emplois énumérés ci-après, dans la limite des plafonds suivants, **eu égard au groupe de fonctions dont ils relèvent au titre de l'IFSE.**

MODULATION DU CIA DU FAIT DES ABSENCES

Le CIA est maintenu pendant les congés annuels et durant les congés maternité, paternité ou adoption, ainsi que pendant toutes les absences autorisées au sein de la collectivité (événements familiaux, ...). Ce montant est lié à la quotité de traitement lors des congés de maladie ordinaire, congé pour accident de service ou maladie professionnelle. En cas de congé de longue maladie, de grave maladie ou de longue durée, le CIA est suspendu. Toutefois, lorsqu'un congé de maladie ordinaire est requalifié en congé de ce type, les montants versés demeurent acquis à l'agent.

Peuvent bénéficier de l'IFSE et du CIA le cas échéant, les cadres d'emplois et emplois énumérés ci-après :

- Filière Administrative

ADMINISTRATEURS TERRITORIAUX		PLAFONDS ANNUELS RÉGLEMENTAIRES IFSE	PLAFONDS ANNUELS RÉGLEMENTAIRES CIA
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS		
Groupe 1	Direction générale, Direction générale adjointe, Direction d'un cabinet	49 980 €	8 820 €
Groupe 2	Direction d'un service ou groupe de service	46 920 €	8 280 €
Groupe 3	Autres agents relevant du cadre d'emploi	42 330 €	7 470 €

Arrêté du 23 novembre 2022 pris pour l'application au corps des administrateurs de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

DIRECTEURS TERRITORIAUX, ATTACHÉS TERRITORIAUX ET SECRÉTAIRES DE MAIRIE		PLAFONDS ANNUELS RÉGLEMENTAIRES IFSE	PLAFONDS ANNUELS RÉGLEMENTAIRES CIA
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS		
Groupe 1	Direction générale, Direction générale adjointe, Direction d'un cabinet	36 210 €	6 390 €
Groupe 2	Direction d'un pôle, d'un service ou groupe de service, Direction adjointe d'un pôle	32 130 €	5 670 €
Groupe 3	Direction adjointe d'un service, Responsable d'un service, chargé d'études	25 500 €	4 500 €
Groupe 4	Autres agents relevant du cadre d'emploi	20 400 €	3 600 €

Arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les attachés territoriaux et les secrétaires de mairie de catégorie A.

REDACTEURS TERRITORIAUX		PLAFONDS ANNUELS RÉGLEMENTAIRES IFSE	PLAFONDS ANNUELS RÉGLEMENTAIRES CIA
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS		
Groupe 1	Direction d'un service, Responsable de un ou plusieurs services	17 480 €	2 380 €
Groupe 2	Adjoint au responsable de service, chargé de mission, assistant de direction	16 015 €	2 185 €
Groupe 3	Autres agents relevant du cadre d'emploi	14 650 €	1 995 €

Arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application du décret n°2014-513 administratifs des administrations d'Etat dont le régime indemnitaire pour les rédacteurs territoriaux.

ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRITORIAUX		PLAFONDS ANNUELS RÉGLEMENTAIRES IFSE	PLAFONDS ANNUELS RÉGLEMENTAIRES CIA
GROUPE DE FONCTIONS	EMPLOIS		
Groupe 1	Fonction de coordination, fonction d'expertise spécifique, sujétions particulières	11 340 €	1260 €
Groupe 2	Autres agents relevant du cadre d'emploi	10 800 €	1200 €

Arrêtés du 20 mai 2014 et du 26 novembre 2014 pris pour l'application du décret n°2014-513 aux corps des adjoints administratifs des administrations dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les adjoints administratifs territoriaux.

- Filière Technique

INGÉNIEURS EN CHEF TERRITORIAUX		PLAFONDS ANNUELS RÉGLEMENTAIRES IFSE	PLAFONDS ANNUELS RÉGLEMENTAIRES CIA
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS		
Groupe 1	Direction générale des services techniques, Direction générale adjointe	57 120 €	10 080 €
Groupe 2	Direction d'un établissement, fonction d'expertise stratégique	49 980 €	8 820 €
Groupe 3	Responsable d'un service, fonction de coordination, fonction d'expertise spécifique, sujétions particulières	46 920 €	8 280 €
Groupe 4	Autres agents relevant du cadre d'emploi	42 330 €	7 470 €

Arrêté du 14 février 2019 portant application au corps des ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat, dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les ingénieur en chef territoriaux, agents de catégorie A.

INGÉNIEURS TERRITORIAUX		PLAFONDS ANNUELS RÉGLEMENTAIRES IFSE	PLAFONDS ANNUELS RÉGLEMENTAIRES CIA
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS		
Groupe 1	Direction générale adjointe	46 920 €	8 280 €
Groupe 2	Direction d'un établissement, fonction d'expertise stratégique	40 290 €	7 110 €

Groupe 3	Responsable d'un service, fonction de coordination, fonction d'expertise spécifique, sujétions particulières	36 000 €	6 350 €
Groupe 4	Autres agents relevant du cadre d'emploi	31 450 €	5 550 €

Arrêté du 5 novembre 2021 portant application au corps des ingénieurs des travaux publics de l'Etat et aux emplois d'ingénieur en chef des travaux publics de l'Etat du 1er groupe et du 2e groupe des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

TECHNICIENS TERRITORIAUX		PLAFONDS ANNUELS RÉGLEMENTAIRES IFSE	PLAFONDS ANNUELS RÉGLEMENTAIRES CIA
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS		
Groupe 1	Direction d'un service, Responsable de un ou plusieurs services	17 480 €	2 380 €
Groupe 2	Adjoint au responsable de service, chargé de mission, assistant de direction	16 015 €	2 185 €
Groupe 3	Autres agents relevant du cadre d'emploi	14 650 €	1 995 €

Arrêté du 5 novembre 2021 portant application au corps des techniciens supérieurs du développement durable des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat.

AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX		PLAFONDS ANNUELS RÉGLEMENTAIRES IFSE	PLAFONDS ANNUELS RÉGLEMENTAIRES CIA
GROUPE DE FONCTIONS	EMPLOIS		
Groupe 1	Fonction de coordination, fonction d'expertise spécifique, sujétions particulières	11 340 €	1 260 €
Groupe 2	Autres agents relevant du cadre d'emploi	10 800 €	1 200 €

Arrêté du 28 avril 2015 pris pour l'application aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat.

ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX		PLAFONDS ANNUELS RÉGLEMENTAIRES IFSE	PLAFONDS ANNUELS RÉGLEMENTAIRES CIA
GROUPE DE FONCTIONS	EMPLOIS		
Groupe 1	Fonction de coordination, fonction d'expertise spécifique, sujétions particulières	11 340 €	1 260 €
Groupe 2	Autres agents relevant du cadre d'emploi	10 800 €	1 200 €

Arrêté du 28 avril 2015 pris pour l'application aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 relatif au régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat.

• **Filière Médico-Sociale**

CONSEILLERS TERRITORIAUX SOCIO-EDUCATIFS		PLAFONDS ANNUELS RÉGLEMENTAIRES IFSE	PLAFONDS ANNUELS RÉGLEMENTAIRES CIA
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS		
Groupe 1	Directeur d'une structure	25 500 €	4 500 €
Groupe 2	Autres agents relevant du cadre d'emploi	20 400 €	3 600 €

Arrêté du 23 décembre 2019 abrogeant l'arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application du décret n°2014-513 au corps des conseillers techniques de service social des administrations de l'Etat transposable aux conseillers territoriaux socio-éducatifs.

ASSISTANTS TERRITORIAUX SOCIO-ÉDUCATIFS		PLAFONDS ANNUELS RÉGLEMENTAIRES IFSE	PLAFONDS ANNUELS RÉGLEMENTAIRES CIA
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS		
Groupe 1	Directeur d'une structure	19 480 €	3 440 €
Groupe 2	Autres agents relevant du cadre d'emploi	15 300 €	2 700 €

Arrêté du 23 décembre 2019 abrogeant l'arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application du décret n°2014-513 au corps des conseillers techniques de service social des administrations de l'Etat transposable aux conseillers territoriaux socio-éducatifs.

ÉDUCATEURS TERRITORIAUX DE JEUNES ENFANTS		PLAFONDS ANNUELS RÉGLEMENTAIRES IFSE	PLAFONDS ANNUELS RÉGLEMENTAIRES CIA
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS		
Groupe 1	Direction d'un service, direction d'une structure d'accueil, fonction d'expertise stratégique	14 000 €	1 680 €
Groupe 2	Direction adjointe d'une structure d'accueil, fonction de coordination, fonction d'expertise spécifique, sujétions particulières	13 500 €	1 620 €
Groupe 3	Autres agents relevant du cadre d'emploi	13 000 €	1 560 €

Arrêté du 17 décembre 2018 pris pour l'application au corps des éducateurs de la protection judiciaire de la jeunesse du décret n° 2014-513 portant création d'un RIFSEEP dans la fonction publique de l'Etat, dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les éducateurs territoriaux de jeunes enfants, agents de catégorie A.

PUÉRICULTRICES TERRITORIALES		PLAFONDS ANNUELS RÉGLEMENTAIRES IFSE	PLAFONDS ANNUELS RÉGLEMENTAIRES CIA
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS		
Groupe 1	Responsable d'un service, adjoint au responsable de service, fonction de coordination, fonction d'expertise, sujétions particulières	19 480 €	3 440 €
Groupe 2	Autres agents relevant du cadre d'emploi	15 300 €	2 700 €

Arrêté du 23 décembre 2019 pris pour l'application au corps des assistants de service social des administrations de l'Etat du décret n°2014-513 portant création d'un RIFSEEP dans la fonction publique de l'Etat, dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les puéricultrices territoriales, agents de catégorie A.

MEDECINS TERRITORIAUX		PLAFONDS ANNUELS RÉGLEMENTAIRES IFSE	PLAFONDS ANNUELS RÉGLEMENTAIRES CIA
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS		
Groupe 1	Direction d'un établissement, fonction d'expertise stratégique	43 180 €	7 620 €
Groupe 2	Responsable d'un service, fonction de coordination, fonction d'expertise spécifique, sujétions particulières	38 250 €	6 750 €
Groupe 3	Autres agents relevant du cadre d'emploi	29 495 €	5 205 €

Arrêté du 13 juillet 2018 portant application au corps des médecins inspecteurs de santé publique des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

CADRES TERRITORIAUX DE SANTE INFIRMIERS ET TECHNICIENS PARAMEDICAUX		PLAFONDS ANNUELS RÉGLEMENTAIRES IFSE	PLAFONDS ANNUELS RÉGLEMENTAIRES CIA
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS		
Groupe 1	Direction d'un établissement, fonction d'expertise stratégique, sujétions particulières	25 500 €	4 500 €
Groupe 2	Autres agents relevant du cadre d'emploi	20 400 €	3 600 €

Arrêté du 23 décembre 2019 pris pour l'application au corps des conseillers techniques de service social des administrations de l'Etat ainsi qu'à l'emploi d'inspecteur technique de l'action sociale des administrations de l'Etat des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

INFIRMIERS EN SOIN GENERAUX TERRITORIAUX		PLAFONDS ANNUELS RÉGLEMENTAIRES IFSE	PLAFONDS ANNUELS RÉGLEMENTAIRES CIA
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS		
Groupe 1	Direction d'un service, Adjoint, Responsable de un ou plusieurs services, Fonction d'expertise	19 480 €	3 440 €
Groupe 2	Autres agents relevant du cadre d'emploi	15 300 €	2 700 €

Arrêté du 23 décembre 2019 pris pour l'application au corps des assistants de service social des administrations de l'Etat des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

AUXILIAIRES TERRITORIAUX DE PUERICULTURE		PLAFONDS ANNUELS RÉGLEMENTAIRES IFSE	PLAFONDS ANNUELS RÉGLEMENTAIRES CIA
GRUPE DE FONCTIONS	EMPLOIS		
Groupe 1	Fonction de coordination, fonction d'expertise spécifique, sujétions particulières	9 000 €	1 230 €
Groupe 2	Autres agents relevant du cadre d'emploi	8 010 €	1 090 €

Arrêté du 31 mai 2016 pris pour l'application à certains corps d'infirmiers relevant de la catégorie B des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État

AGENTS SOCIAUX TERRITORIAUX		PLAFONDS ANNUELS RÉGLEMENTAIRES IFSE	PLAFONDS ANNUELS RÉGLEMENTAIRES CIA
GRUPE DE FONCTIONS	EMPLOIS		
Groupe 1	Fonction de coordination, fonction d'expertise spécifique, sujétions particulières	11 340 €	1 260 €
Groupe 2	Autres agents relevant du cadre d'emploi	10 800 €	1 200 €

Arrêtés du 20 mai 2014 et du 26 novembre 2014 pris pour l'application du décret n°2014-513 aux corps des adjoints administratifs des administrations d'Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les agents sociaux territoriaux.

AGENTS TERRITORIAUX SPÉCIALISÉS DES ÉCOLES MATERNELLES		PLAFONDS ANNUELS RÉGLEMENTAIRES IFSE	PLAFONDS ANNUELS RÉGLEMENTAIRES CIA
GRUPE DE FONCTIONS	EMPLOIS		
Groupe 1	Fonction de coordination, fonction d'expertise spécifique, sujétions particulières	11 340 €	1 260 €

Groupe 2	Autres agents relevant du cadre d'emploi	10 80
----------	--	-------

Arrêtés du 20 mai 2014 et du 26 novembre 2014 pris pour l'application du décret n° 2014-513 aux corps des adjoints administratifs des administrations d'Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles.

- Filière Culturelle

CONSERVATEURS TERRITORIAUX DU PATRIMOINE		PLAFONDS ANNUELS RÉGLEMENTAIRES IFSE	PLAFONDS ANNUELS RÉGLEMENTAIRES CIA
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS		
Groupe 1	Direction générale adjointe	46 920 €	8 280 €
Groupe 2	Direction d'un pôle, d'un service ou groupe de service, Direction adjointe d'un pôle	40 290 €	7 110 €
Groupe 3	Direction adjointe d'un service, Responsable d'un service, chargé d'études	34 450 €	6 080 €
Groupe 4	Autres agents relevant du cadre d'emploi	31 450 €	5 550 €

Arrêté du 7 décembre 2017 pris pour l'application au corps des conservateurs du patrimoine relevant du ministère de la culture et de la communication des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

CONSERVATEURS TERRITORIAUX DES BIBLIOTHÈQUES		PLAFONDS ANNUELS RÉGLEMENTAIRES IFSE	PLAFONDS ANNUELS RÉGLEMENTAIRES CIA
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS		
Groupe 1	Direction d'un établissement, fonction d'expertise stratégique	34 000 €	6 000 €
Groupe 2	Responsable d'un service, fonction de coordination, fonction d'expertise spécifique, sujétions particulières	31 450 €	5 550 €
Groupe 3	Autres agents relevant du cadre d'emploi	29 750 €	5 250 €

Arrêté du 14 mai 2018 pris pour l'application au corps des conservateurs généraux des bibliothèques, des conservateurs des bibliothèques, des bibliothécaires, des bibliothécaires assistants spécialisés et des magasiniers des bibliothèques des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les conservateurs des bibliothèques, agents de catégorie A.

ATTACHES TERRITORIAUX DE CONSERVATION DU PATRIMOINE, BIBLIOTHECAIRES TERRITORIAUX		PLAFONDS ANNUELS RÉGLEMENTAIRES IFSE	PLAFONDS ANNUELS RÉGLEMENTAIRES CIA
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS		
Groupe 1	Responsable d'un service, fonction de coordination, fonction d'expertise spécifique, sujétions particulières	29 750 €	5 250 €
Groupe 2	Autres agents relevant du cadre d'emploi	27 200 €	4 800 €

Arrêté du 14 mai 2018 pris pour l'application au corps des conservateurs généraux des bibliothèques, des conservateurs des bibliothèques, des bibliothécaires, des bibliothécaires assistants spécialisés et des magasiniers des bibliothèques des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les attachés territoriaux de conservation du patrimoine et les bibliothécaires territoriaux, agents de catégorie A.

ASSISTANTS TERRITORIAUX DE CONSERVATION DU PATRIMOINE ET DES BIBLIOTHÈQUES		PLAFONDS ANNUELS RÉGLEMENTAIRES IFSE	PLAFONDS ANNUELS RÉGLEMENTAIRES CIA
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS		
Groupe 1	Responsable d'un service, fonction de coordination, fonction d'expertise spécifique, sujétions particulières	16 720 €	2 280 €
Groupe 2	Autres agents relevant du cadre d'emploi	14 960 €	2 040 €

Arrêté du 14 mai 2018 pris pour l'application au corps des conservateurs généraux des bibliothèques, des conservateurs des bibliothèques, des bibliothécaires, des bibliothécaires assistants spécialisés et des magasiniers des bibliothèques des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les assistants territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothèques, agents de catégorie B.

ADJOINTS TERRITORIAUX DU PATRIMOINE		PLAFONDS ANNUELS RÉGLEMENTAIRES IFSE	PLAFONDS ANNUELS RÉGLEMENTAIRES CIA
GRUPE DE FONCTIONS	EMPLOIS		
Groupe 1	Fonction de coordination, fonction d'expertise spécifique, sujétions particulières	11 340 €	1 260 €
Groupe 2	Autres agents relevant du cadre d'emploi	10 800 €	1 200 €

Arrêtés du 30 décembre 2016 pris pour l'application du décret n°95-239 aux corps des adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage des administrations d'Etat transposables aux adjoints territoriaux du patrimoine de la filière culturelle.

- Filière Animation

ANIMATEURS TERRITORIAUX		PLAFONDS ANNUELS RÉGLEMENTAIRES IFSE	PLAFONDS ANNUELS RÉGLEMENTAIRES CIA
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS		
Groupe 1	Directeur d'une structure, Responsable de un ou plusieurs services	17 480 €	2 380 €
Groupe 2	Adjoint au responsable de service ou de structure, chargé de mission, gestionnaire d'équipement, encadrant de proximité	16 015 €	2 185 €
Groupe 3	Autres agents relevant du cadre d'emploi	14 650 €	1 995 €

Arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application du décret n°2014-513 aux corps des secrétaires administratifs des administrations d'Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les animateurs territoriaux.

ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION		PLAFONDS ANNUELS RÉGLEMENTAIRES IFSE	PLAFONDS ANNUELS RÉGLEMENTAIRES CIA
GROUPE DE FONCTIONS	EMPLOIS		
Groupe 1	Fonction de coordination, fonction d'expertise spécifique, sujétions particulières	11 340 €	1260 €
Groupe 2	Autres agents relevant du cadre d'emploi	10 800 €	1200 €

Arrêtés du 20 mai 2014 et du 26 novembre 2014 pris pour l'application du décret n°2014-513 aux corps des adjoints administratifs des administrations d'Etat transposables aux adjoints territoriaux d'animation de la filière animation.

- Filière Sportive

ÉDUCATEURS TERRITORIAUX DES ACTIVITÉS PHYSIQUES ET SPORTIVES		PLAFONDS ANNUELS RÉGLEMENTAIRES IFSE	PLAFONDS ANNUELS RÉGLEMENTAIRES CIA
GROUPES DE FONCTIONS	EMPLOIS		
Groupe 1	Directeur d'une structure, Responsable de un ou plusieurs services	17 480 €	2 380 €
Groupe 2	Adjoint au responsable de service ou de structure, chargé de mission, gestionnaire d'équipement, chef de bassin	16 015 €	2 185 €
Groupe 3	Autres agents relevant du cadre d'emploi	14 650 €	1 995 €

Arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application du décret n°2014-513 aux corps des secrétaires administratifs des administrations d'Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les activités physiques et sportives.

OPÉRATEURS TERRITORIAUX DES ACTIVITÉS PHYSIQUES ET SPORTIVES		PLAFONDS ANNUELS RÉGLEMENTAIRES IFSE	PLAFONDS ANNUELS RÉGLEMENTAIRES CIA
GROUPE DE FONCTIONS	EMPLOIS		
Groupe 1	Fonction de coordination, fonction d'expertise spécifique, sujétions particulières	11 340 €	1260 €
Groupe 2	Autres agents relevant du cadre d'emploi	10 800 €	1200 €

Arrêtés du 20 mai 2014 et du 26 novembre 2014 pris pour l'application du décret n° 2014-513 aux corps des adjoints administratifs des administrations d'Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les opérateurs des activités physiques et sportives.

ARTICLE 4 - DATE D'EFFET

La présente délibération prendra effet à sa date de publication.

Le montant individuel de l'IFSE et du CIA seront décidés par l'autorité territoriale et feront l'objet d'arrêtés, notifiés à l'agent.

DE PRÉCISER que les précédentes délibérations fixant le cadre général et le contenu de ce régime indemnitaire sont abrogées à compter de l'entrée en vigueur de la présente,

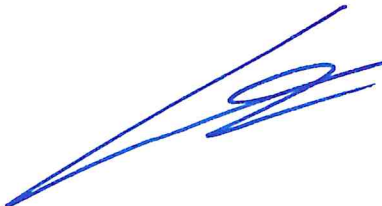
DE CHARGER Monsieur le Président ou son représentant de signer tous les documents afférents et de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,

POUR EXPÉDITION CONFORME

Fait à la Communauté d'Agglomération le 22 juin 2023

Julien CORNILLET
Président



Emeline MEHUKAJ
Secrétaire de séance

